

Grand débat : six candidats s'affrontent

Le Progrès organise un débat public dans chaque circonscription avant le premier tour des élections législatives le 10 juin. Si chaque candidat sera présenté dans nos colonnes, il n'est pas possible de les inviter tous au débat vu le nombre élevé de postulants dans certaines circonscriptions. C'est pourquoi Le Progrès a choisi de convier les candidats investis par un parti déjà représenté au Parlement ou dont le candidat aux présidentielles a dépassé la barre des 5%. Pour favoriser le débat démocratique et tenir compte des enjeux locaux, nous nous sommes réservé la possibilité d'inviter un maximum de deux candidats supplémentaires par circonscription.

Hier soir à la salle des fêtes du parc Chabrières à Oullins, ils étaient six à être venus débattre. Les échanges ont été denses et respectueux du débat démocratique, s'échauffant juste ce qu'il faut en fin de séance pour maintenir l'attention des 250 auditeurs présents dans la salle.



Photo Joël Philippon

Michel Terrot

UMP
Député sortant, 63 ans, conseiller municipal d'Oullins, avocat.



Photo Joël Philippon

Joëlle Séchaud

Parti socialiste
Conseillère municipale d'Oullins, 54 ans, enseignante.



Photo Joël Philippon

Daniel Deléaz

Front de gauche
Adjoint au maire de Pierre-Bénite, 57 ans, technicien dans l'industrie.

Logement social : des avis partagés

Si les candidats sont unanimes pour dire qu'il manque des logements sociaux, leurs solutions sont aussi diverses que tranchées. Pour l'écologiste Cyril Kretzschmar : « À Lyon, plus de 70 % des ménages ont un niveau de revenus inférieur au seuil d'accès au logement social. » La spéculation et l'efficacité énergétique doivent donc être au centre du débat.

« Communes hors la loi : multiplier l'amende par cinq »

Joëlle Séchaud Parti socialiste

Pour Muriel Coativity, il faudrait « conditionner toute location d'un bien privé à un contrôle technique comme pour les voitures ». La frontiste propose de revoir la législation pour rééquilibrer les droits des propriétaires et des locataires, car il y a trop de loyers payés. Reprenant un thème cher à son parti, la candidate d'extrême droite renchérit sur le fait d'attribuer les logements sociaux en priorité aux familles françaises. « Vous créez de la mixité sociale », lance-t-elle.

Des propos aux antipodes du candidat du Front de gauche, Daniel Deléaz, qui constate qu'un logement, « ce n'est pas quatre murs et un toit ». « C'est un foyer où l'on se doit d'être bien. » Le candidat propose d'interdire les expulsions locatives pour les familles en difficulté et de geler les loyers. « Il faut construire des logements et permettre à tous ceux qui le souhaitent d'avoir un par-

« Dans le logement social, il n'y a plus de mixité »

Muriel Coativity Front national

cours résidentiel. » Faciliter l'accès à la propriété et impérativement faire un certain nombre d'actions en faveur des jeunes et des étudiants. Concernant le taux de logements sociaux, le candidat est pour le monter à 25%. Un pourcentage en accord avec Joëlle Séchaud, qui constate que certaines communes de la circonscription ne jouent pas le jeu. « Il est nécessaire de multiplier par cinq la sanction pour les communes qui ne respectent pas les constructions nécessaires de logements sociaux », prévient la candidate socialiste, reprenant une proposition de François Hollande.

« Ne pas opposer les propriétaires et les locataires »

Cyrille Isaac-Sibille Centre pour la France

En réponse, le député sortant, Michel Terrot, a mis en garde contre la volonté de « pénaliser les maires qui font des efforts, mais qui partent de très bas ». « Il ne faut pas que du logement social. Il faut de tout pour un parcours résidentiel diversifié » analyse le candidat.

Cyrille Isaac-Sibille avance l'idée de la création « d'une mutuelle nationale du logement locatif », pour préserver l'intérêt des loueurs et des locataires. ■

Dominique Décot

Acheter français et changer la fiscalité pour relancer l'économie

C'est Joëlle Séchaud qui a ouvert le bal, d'abord en s'attaquant au bilan du candidat sortant, « un million de chômeurs supplémentaires en 10 ans », puis en reprenant le programme présidentiel. Contrat de génération pour les jeunes et politique fiscale plus musclée pour les personnes déjà favorisées. Un bilan défendu par Michel Terrot, qui a rappelé que la crise était passée par là, et que l'action du gouvernement précédent avait permis au pays de mieux résister que certains. « La France a besoin de croissance, mais il faut aller la chercher », a ajouté le candidat

UMP. « En baissant notamment les charges sur les entreprises. » Cyril Isaac-Sibille a renvoyé ses deux adversaires dans les cordes : « Bleu ou rose, c'est la même chose, ça n'avance pas. Si on en est là, c'est qu'on a laissé notre pays dans les mains des financiers. » Le candidat centriste a proposé de simplifier les marchés publics, pour que les PME puissent bénéficier plus efficacement des commandes publiques. Une préoccupation partagée par Muriel Coativity, qui veut elle aussi obliger les collectivités à acheter français : « Nous rétablirons les droits de douane et nous créerons un impôt spécial pour

favoriser les PME par rapport aux grands groupes. » Pour Daniel Deléaz, c'est le chômage qui est la question principale, « avant même le pouvoir d'achat » : « Il faut réindustrialiser la France, et relever le SMIC à 1 700 euros. » Cyril Kretzschmar veut une vraie politique nationale de développement, « et pas de croissance », a précisé le candidat écologiste. « Le vrai développement économique serait d'aider les personnes à réaliser leur projet de vie. On a négligé le potentiel humain... Construire la réussite ensemble, voilà ce qu'on peut attendre d'un député. » ■

Frédéric Guillon



Photo Joël Philippon

otent sur la 12^e circonscription



Photo Joël Philippon

Muriel Coativy

Front national
Avocate de formation, mère au foyer, 46 ans.



Photo Joël Philippon

C. Isaac-Sibille

Centre pour la France
Conseiller municipal de Sainte-Foy-lès-Lyon, 54 ans, médecin.



Photo Joël Philippon

Cyril Kretzschmar

EELV
Adjoint au maire de Francheville, conseiller régional, 50 ans, consultant.

9

C'est le nombre de communes qui composent la 12^e circonscription du Rhône. Cette dernière rassemble 114000 habitants des quatre-cantons d'Oullins, Tassin-la-demi-Lune, Sainte-Foy-lès-Lyon et Irigny. Le député sortant, l'UMP Michel Terrot, est élu à l'Assemblée nationale depuis 1986.



Sécurité : vidéosurveillance et sanctions

Dans une circonscription peu sujette aux problèmes de sécurité, les questions nationales ont vite succédé aux exemples locaux. **Michel Terrot** a tenu à défendre son bilan en la matière : « Il y a peu, les trois brigades de gendarmerie du secteur devaient fermer, je les ai défendues », tout en rappelant son implication pour le maintien de la CRS46 à Sainte-Foy. Un bilan que n'a pas manqué d'attaquer **Cyril Kretzschmar** : « M. Terrot a d'abord déposé 12 projets de loi, dont six sur la sécurité. Depuis 2002, il n'a pas déposé un seul projet. » « C'est que le boulot a été fait ! », s'est

défendu le mis en cause. L'élu écologiste a soulevé l'investissement de certaines communes dans la vidéosurveillance « sans qu'on en ait démontré l'intérêt ». Un sujet repris par **Joëlle Séchaud**, pour qui la vidéosurveillance « n'est pas critiquable, s'il s'agit d'un outil ». « Mais elle ne peut pas remplacer les policiers de proximité », souhaitant une évaluation de l'efficacité du dispositif. La candidate prône ainsi « une prévention passant par une présence humaine ». La prévention, une question qui a été abordée par de nombreux candidats, comme **Cyrille Isaac-Sibille**, qui souhaite « réconcilier prévention

et sanction ». Le centriste veut « faire en sorte que la justice soit rapide et que les sanctions soient appliquées dès le premier acte ». **Daniel Deléaz** a insisté quant à lui sur le « triptyque prévention, dissuasion, sanction », dans l'optique « d'adapter une sanction à un délit » et de dissuader grâce à la police de proximité. Et pour **Muriel Coativy**, « le rôle du député n'est pas de refaire les lois, il s'agit de les appliquer ». La candidate Front national voudrait ainsi appliquer une sanction « proportionnelle à la faute dès le départ », tout en redonnant aux forces de police les moyens d'agir. ■ **Élodie Castelli**

Déplacements : développer les transports en commun

« Sur cette question, on a pris du retard, peu de choses ont été faites dans l'Ouest pendant ces trente dernières années, en matière d'équipements et de transports en commun », a expliqué pour commencer **Cyrille Isaac-Sibille**. Le candidat du Centre pour la France retient l'aspect positif de l'arrivée du métro à Oullins, mais il regrette cependant « qu'il ne soit pas allé de suite jusqu'aux hôpitaux Sud ». « Le bouclage souterrain du périphérique Ouest est nécessaire, tout comme la création d'une plateforme multimodale au niveau Sud. L'action du député sortant a fait prendre beaucoup de retard à ces projets. »

« Le COL, l'A450 et l'A45, c'est l'État »

Michel Terrot UMP

métro ou train. » Même son de cloche du côté socialiste : « Les collectivités sont porteuses de projets qui favorisent les transports en commun. » Concernant le périphérique Ouest, **Joëlle Séchaud** a rappelé qu'une commission du débat public était saisie et qu'il appartenait « aux citoyens d'y participer et de s'y exprimer. » **Daniel Deléaz** a lui aussi soulevé la question des transports en commun : « Faut-il vraiment aujourd'hui développer le tout-automobile ? L'agglomération est déjà saturée de voitures, il faut réfléchir à des alternatives. » Le candidat souhaite voir le prolongement du métro jusqu'aux hôpitaux : « Il faut développer une multimodalité entre ces différents éléments et avoir des tarifs concurrentiels par rapport à la voiture, avec une participation financière des employeurs. »

« Le TOP n'est pas une nécessité économique »

Cyril Kretzschmar EELV

Michel Terrot a répondu à son adversaire que le tronçon Ouest périphérique (TOP) n'était pas du ressort d'un député : « Par contre, j'ai obtenu récemment que l'État mette 30 millions d'euros pour faire disparaître les bouchons qu'on voit sur l'A450 entre Pierre-Bénite et Brignais. J'ose penser que le nouveau ministre des Transports maintiendra ces crédits. » Auparavant, **Cyril Kretzschmar** avait déploré que « l'argent gaspillé dans ces grandes infrastructures rogne sur la marge de manœuvre pour développer les transports en commun ». « Il faut changer nos habitudes en matière de déplacement, 80 % du trafic de l'agglomération est local, la solution la plus viable est celle du transport en commun,

« Une carte orange mais d'une autre couleur »

Daniel Deléaz Front de gauche

Seule candidate à émettre un avis différent, **Muriel Coativy** est favorable à un périphérique souterrain : « Les gens ont besoin de leur voiture, même si il y a un développement dangereux de la métropolisation. Les collectivités n'ont plus d'argent pour financer les projets », a conclu la candidate du Front national. ■ **Frédéric Guillon**



Les cinq autres candidats

Cinq autres candidats sont en lice dans la circonscription : **Jérémy Collin** (Parti pirate) ; **Cécile Faurite** (Lutte ouvrière) ; **Alain Guillon** (Centre national des indépendants et des paysans) ; **Flore Martinez** (Alliance écologiste indépendante) et **Matthieu Chauvin** (Solidarité, Liberté, Justice et Paix).

Ambiance

Près de 250 personnes assistaient hier soir au débat organisé à la salle des fêtes du parc Chabrières mise à disposition par la municipalité d'Oullins. Pendant deux heures, les six candidats ont pu argumenter devant les sympathisants, militants et habitants de la circonscription.